

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/NOP/3

11 janvier 1996

(96-0067)

Groupe de travail des obligations et procédures de notification

REUNION DU 28 NOVEMBRE 1995

Président: M. A. Shoyer (Etats-Unis)

Note du Secrétariat

1. Le projet d'ordre du jour de la troisième réunion du Groupe de travail, qui figurait dans l'aérogamme WTO/AIR/222, a été adopté.

Introduction

2. Le Président a signalé que le rapport de la deuxième réunion figurait dans le document G/NOP/2 et rappelé que la liste de toutes les notifications qui devaient être présentées au titre des accords figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC avait été distribuée sous la cote G/NOP/W/2/Rev.1. Selon lui, la réunion en cours devait permettre au Groupe de conclure la première phase de ses travaux, c'est-à-dire: i) dresser l'inventaire des questions devant être examinées en détail; et ii) définir la méthodologie qui serait utilisée pour traiter ces questions au cours de l'étape suivante, c'est-à-dire à compter de 1996.

Point 2A i) de l'ordre du jour - Obligations de notification qui font double emploi ou se chevauchent

3. En ouvrant le débat sur ce point, le Président a fait mention des documents qui avaient été distribués récemment à ce sujet: i) communication de la délégation des Etats-Unis (G/NOP/W/4); ii) note du Secrétariat (G/NOP/W/6); iii) document distribué par le Comité de l'agriculture concernant la notification des subventions (G/AG/W/13); et iv) graphiques comparant le champ d'application de l'Accord SPS et de l'Accord OTC (G/SPS/W/32), distribués par le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires.

4. Le Président a rappelé qu'il avait déjà été dit lors des réunions précédentes qu'il pouvait y avoir double emploi relativement à quatre séries d'accords, à savoir: agriculture/subventions; MIC/subventions; agriculture/licences d'importation; et SPS/OTC. Les Etats-Unis avaient aussi mentionné d'autres domaines où il pouvait y avoir double emploi.

5. Un certain nombre de délégués ont fait remarquer de manière générale que le Groupe pouvait difficilement examiner en détail la situation des notifications parce qu'il avait une expérience limitée de la préparation des notifications par les Membres et de leur examen par les comités compétents. Les travaux du Groupe étaient donc à certains égards prématurés, car celui-ci n'avait pas une vue d'ensemble des difficultés auxquelles les Membres étaient confrontés lorsqu'il s'agissait d'exécuter leurs obligations en matière de notification. Cela étant, le Groupe se voyait contraint d'examiner les obligations de notification et de recommander des améliorations en se fondant davantage sur la théorie que sur la pratique. Il serait donc difficile de parvenir aux compromis nécessaires pour harmoniser les procédures dans certains domaines. Tout en constatant cet état de choses, les intervenants ont indiqué

qu'ils étaient soucieux du mandat du Groupe et qu'ils continueraient d'oeuvrer à la réalisation de ses objectifs.

6. Passant ensuite à l'examen des chevauchements possibles des obligations de notification de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, certains délégués ont souligné que les objectifs poursuivis par les procédures de notification de ces deux accords étaient différents. Dans l'Accord sur l'agriculture, la notification des subventions avait pour objet de garantir le respect du programme de réforme, qui reposait essentiellement sur des mesures quantitatives, tandis que les procédures de notification prévues dans l'Accord sur les subventions concernaient la présentation de renseignements de nature juridique et économique se rapportant aux engagements proprement dits. Il a été souligné que la réalisation des objectifs de ces accords ne devait pas être compromise par des efforts visant à simplifier les procédures administratives. Néanmoins, certains délégués ont estimé qu'il pourrait être possible d'uniformiser dans une certaine mesure le mode de présentation des notifications en ajoutant au modèle prévu pour l'Accord sur l'agriculture les prescriptions essentielles de l'Accord sur les subventions. L'objectif consisterait à satisfaire aux prescriptions des deux accords en matière de communication de renseignements tout en éliminant les doubles déclarations. Il a été souligné que cela ne devait pas avoir pour effet de modifier les obligations de notification proprement dites ni de compromettre la réalisation des objectifs des accords. Il a aussi été dit qu'il ne serait peut-être pas justifié de modifier les modes de présentation si un examen détaillé révélait qu'il y avait peu de double emploi.

7. S'agissant de la possibilité de chevauchement de l'Accord SPS et de l'Accord OTC, il a été dit qu'il s'agissait d'un problème de "mécanique" qui n'était pas de nature juridique ni institutionnelle, puisque les Membres comprenaient de manière générale la distinction existant entre les procédures de déclaration de ces deux accords. Il a également été dit que le chevauchement de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord sur les licences d'importation tenait à une controverse juridique qui pouvait supposer une interprétation des obligations de notification proprement dites. On s'est demandé s'il convenait que le Groupe s'intéresse à ces questions ou s'il n'était pas préférable de les laisser aux comités compétents. En outre, il a été suggéré d'examiner la possibilité de combiner certaines prescriptions en aménageant le mode de présentation des notifications pour l'un de ces accords. Au sujet des autres domaines de chevauchement possible mentionnés dans le document des Etats-Unis (G/NOP/W/4), des délégués ont indiqué qu'il serait nécessaire d'obtenir d'autres précisions avant que ceux-ci puissent être examinés. De toute façon, un certain nombre de points soulevés au paragraphe 2 de ce document (au sujet d'un éventuel double emploi des dispositions du GATT de 1947 et du GATT de 1994) étaient de nature transitoire, puisqu'ils cesseraient de se poser une fois l'année terminée.

8. On a fait remarquer que le Groupe manquait d'expertise lorsqu'il s'agissait d'examiner certains détails de chacun des accords en question. Une solution pourrait donc consister à faire des recommandations sur la façon dont pourraient être traités des problèmes particuliers en demandant aux comités compétents de les régler.

9. La question du respect des obligations de notification a été soulevée par rapport à l'importance considérable qu'on attachait à la nécessité de garantir la transparence. Un intervenant a estimé que les manquements de certains Membres pouvaient s'expliquer par une pénurie de ressources humaines et peut-être par un manque d'expérience les amenant à interpréter de manière incertaine quelques-unes des dispositions des accords. Un autre intervenant était d'avis que les manquements s'expliquaient non seulement pour ces raisons, mais aussi parce que certains Membres craignaient de notifier certains renseignements ou de faire savoir qu'ils n'avaient pas adopté les lois nécessaires. Compte tenu de cette possibilité, il a été proposé que le Secrétariat adopte une démarche plus "pédagogique" en expliquant non seulement les prescriptions mais aussi les conséquences de l'exécution ou de l'inexécution des obligations.

10. Il a également été indiqué que l'exécution des obligations pourrait être améliorée si les modes de présentation des notifications étaient accompagnés de lignes directrices explicatives qui pourraient être élaborées par les comités compétents. Il a été proposé que le Groupe examine cette question de manière générale, même si l'élaboration proprement dite de lignes directrices n'était peut-être pas de son ressort, et qu'il recommande aux comités concernés de procéder à cette élaboration s'il était constaté que des lignes directrices explicatives pouvaient être utiles aux Membres. Certains délégués ont dit craindre que la préparation de lignes directrices ne conduise à interpréter les dispositions des accords et que ces lignes directrices ne nécessitent des négociations dans certains cas, ce qui soulèverait des questions délicates au sein des comités.

Point 2A ii) de l'ordre du jour - Simplification des prescriptions concernant les données et normalisation des modes de présentation

11. Le Président a rappelé que le Secrétariat avait préparé une note en septembre (G/NOP/W/3) dans laquelle étaient énumérés les accords pour lesquels on avait élaboré des modèles de notification ainsi que les documents qui avaient été distribués par les divers comités à ce sujet. Par ailleurs, le Président a fait remarquer que le débat sur cette question avait permis de dégager deux points importants: i) les renseignements sollicités dans certains questionnaires allaient parfois au-delà de ce qui était expressément requis par les accords; et ii) des modes de présentation n'avaient été élaborés que pour certains accords et il pourrait être utile d'envisager la possibilité d'avoir des modes de présentation dans d'autres domaines.

12. Quelques délégués ont fait observer que la préparation de modèles de notification était un moyen utile d'aider les Membres et de faire en sorte, parallèlement, que les accords soient mieux respectés. En outre, il a été proposé que le Groupe envisage la possibilité d'élaborer des modèles qui pourraient servir à exécuter plus d'une obligation en matière de notification.

Point 2A iii) de l'ordre du jour - Amélioration du calendrier du processus de notification

13. Le Président a mentionné le document G/NOP/W/5, note qui avait été préparée par le Secrétariat sur la question du calendrier correspondant aux prescriptions de notification. Il a rappelé que lors des réunions précédentes, des délégations avaient indiqué que la question du calendrier devrait passer en second par rapport à deux autres questions, à savoir le double emploi et la simplification. Autrement dit, la question du calendrier pourrait être prise en compte dans les propositions relatives aux deux autres questions au lieu d'être traitée à part. Il a aussi été dit qu'il y aurait intérêt à coordonner les dates de présentation des notifications qui avaient certaines relations avec d'autres notifications.

14. Lors de l'examen de ce point, il a été rappelé que la question du calendrier était une question subsidiaire par rapport aux questions principales qu'étaient le double emploi et la simplification/normalisation. En effet, il n'y avait pas grand intérêt à changer les dates de présentation dans le but de chercher à alléger la charge de travail que représentaient les notifications. Néanmoins, dans certains cas, le travail pourrait être facilité par l'harmonisation des notifications concernant par exemple les subventions agricoles et les autres subventions, tant du point de vue du calendrier de présentation des notifications que de leur examen par les comités. La synchronisation était également utile lorsque des renvois étaient utilisés, c'est-à-dire lorsqu'une seule et même notification servait à exécuter les obligations découlant de deux accords.

Point 2A iv) de l'ordre du jour - Assistance dont certains pays en développement auraient besoin pour répondre à leurs obligations en matière de notification

15. Le Président a rappelé que le Groupe avait soulevé deux points à ce sujet: i) inviter la Division de la coopération technique et de la formation à décrire son activité dans ce domaine; et ii) étudier

la possibilité de simplifier certaines obligations pour les pays en développement et peut-être de préparer des notes explicatives qui accompagneraient les modèles de notification ou les questionnaires. Le Président a alors invité M. A. Campeas, Directeur de la Division de la coopération technique et de la formation, à prendre la parole.

16. M. Campeas a expliqué que sa division accordait une priorité élevée aux obligations de notification. Il a indiqué que M. S. Marchese avait été chargé de coordonner les activités d'assistance dans ce domaine en fournissant des explications de nature générale sur les obligations de notification et en complétant le travail des divisions responsables des accords. Il a précisé qu'il était prévu d'organiser en février 1996 un atelier sur les notifications qui ressemblerait à celui qui avait déjà été organisé à Genève en mai 1995. Il comprendrait des exposés sur les obligations de notification qui seraient donnés par les secrétaires des divers comités de l'OMC; des textes et des documents connexes seraient également distribués à l'appui des exposés. La division avait également inclus dans les séminaires de coopération technique qu'elle organisait régulièrement un volet qui portait sur les prescriptions en matière de notification. M. Campeas a dit qu'il y avait eu, en Afrique notamment, des missions qui s'étaient intéressées expressément aux obligations de notification et que d'autres missions seraient envoyées à l'avenir, en tenant compte des contraintes budgétaires. Il a souligné que les efforts de coopération technique consistaient à fournir de manière systématique des renseignements sur les prescriptions en matière de notification, à préciser les dispositions applicables des accords et à répondre aux questions; toutefois, il appartenait nécessairement aux différents pays Membres de prendre les décisions concernant les renseignements particuliers qui seraient présentés et la méthode qui serait utilisée pour rassembler l'information.

17. Les délégués ont remercié M. Campeas pour son exposé et pour l'élargissement des activités de coopération technique au domaine des notifications. On a estimé qu'une certaine rétroaction concernant les activités de coopération technique pourrait aider les comités chargés d'examiner les notifications à mieux cerner les problèmes qui se posaient aux Membres lorsqu'il s'agissait d'exécuter leurs obligations.

18. Quant au second point qui avait été soulevé par le Président, il a été proposé d'accorder dans certains domaines une prorogation de délai aux pays en développement qui étaient en train de préparer et de notifier des lois ou des règlements au titre de certains accords. Pareille prorogation pourrait également être envisagée lorsqu'il était nécessaire de faire traduire des lois. Quant à la simplification des modes de présentation, un délégué a indiqué que la chose pourrait être possible dans le cas des pays Membres les moins avancés.

Point 2B de l'ordre du jour - Organisation des travaux futurs, y compris le programme des réunions de 1996

19. Le Président a attiré l'attention sur le projet de lignes directrices concernant l'organisation des réunions des organes de l'OMC pour l'année à venir (WT/GC/W/16). Il a fait remarquer que le Groupe cesserait d'exister à la fin de l'année 1996 et qu'il avait pour mandat d'adresser des recommandations au Conseil du commerce des marchandises d'ici là; il a suggéré aux Membres qu'ils devraient s'efforcer de terminer leurs travaux, y compris la préparation du rapport et des recommandations, avant la première semaine d'octobre. Quant aux dates des réunions, il a proposé, étant donné la nature de la tâche qui avait été confiée au Groupe, de tenir assez souvent des réunions plus courtes, c'est-à-dire des réunions mensuelles d'une journée ou peut-être même d'une demi-journée, si les circonstances le permettaient.

20. Le Groupe a autorisé le Président à fixer à titre provisoire des dates au cours de la première semaine de chaque mois (à l'exclusion du mois d'août et au cours de la deuxième semaine de septembre).

Point 2C de l'ordre du jour - Autres questions

i) Exposé du Secrétariat sur les progrès accomplis dans la mise en place du Répertoire central des notifications

21. Tel qu'il avait été proposé lors de la dernière réunion, le Président avait demandé au Secrétariat de faire un exposé sur les progrès qui avaient été accomplis dans la mise en place du Répertoire central des notifications (RCN).

22. Le Secrétariat a rappelé que la Décision ministérielle établissant le Répertoire central des notifications prévoyait la création d'une base de données qui recenserait toutes les prescriptions en matière de notification et l'établissement d'un index de toutes les notifications que le Secrétariat recevrait des Membres, conformément à ces prescriptions. Le Répertoire comprendrait donc une fiche comportant certains renseignements précis pour chacune des notifications qui seraient présentées par les Membres. Un prototype fonctionnait depuis le printemps. Jusqu'ici, à peu près 1 100 notifications avaient été communiquées au RCN et environ 900 fiches avaient été établies. Il était prévu que la saisie des données de 1995 serait terminée sous peu. Le prototype actuellement utilisé serait remplacé par un nouveau logiciel plus puissant qui avait été mis au point ces derniers mois et qui était actuellement à l'essai. Il était prévu que ce nouveau système serait tout à fait opérationnel au début de 1996. Le Secrétariat disposerait alors de l'instrument voulu pour s'acquitter des tâches mentionnées précédemment; il lui serait aussi alors plus facile de s'acquitter de ses obligations en ce qui concerne la communication de renseignements sur le respect des obligations par les Membres et sur les différentes notifications, lorsqu'un Membre habilité à obtenir cette information lui en ferait la demande.

ii) Rapport de 1995 au Conseil du commerce des marchandises

23. Le Président a signalé qu'il avait présenté au Conseil du commerce des marchandises un rapport (G/L/30) sur les activités effectuées jusqu'ici par le Groupe en 1995, tel qu'il avait été autorisé à le faire lors de la dernière réunion.

iii) Résumé du Président

24. Le Président a proposé que le Secrétariat prépare au cours de la nouvelle année une note qui ferait le point sur l'exécution des obligations de notification en 1995. Cette note fournirait au Groupe des renseignements utiles sur les domaines qui pouvaient poser problème et qui méritaient d'être examinés, ce qui faciliterait les débats au cours de l'année à venir. Le Président a proposé de passer à la deuxième étape des travaux dès la prochaine réunion, c'est-à-dire d'examiner en profondeur les questions qui avaient déjà été recensées pour en arriver à l'étape finale consistant à formuler des recommandations et à préparer le rapport.